ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Grève générale le 2 mars

La décision a été entérinée hier. Le Cnapest a décidé d'appeler à une journée de protestation le 2 mars prochain dans l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le choix de la date n'est pas fortuit. Le syndicat autonome a opté pour une date symbolique puisque en cette même journée de l'année dernière, le gouvernement tenait un conseil interministériel consacré essentiellement aux syndicats autonomes et à la répression des grèves dans le secteur de l'éducation.

Le Conseil national du Cnapest tenu lundi dernier, après avoir examiné la situation et les perspectives du secteur de l'éducation est arrivé à la conclusion qu'une action de protestation était inévitable. Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapest expliquait hier qu'il ne pouvait pas se sentir non concerné par les atteintes aux libertés.

Photo : Samir Sid.

Il a appelé ses adhérents à tenir en parallèle de la journée de grève des conseils de wilaya qui seront couronnés les 4 et 5 mars par la tenue d'un conseil national qui devra arrêter un plan d'action afin de faire aboutir les nombreux dossiers toujours en suspens.

En tête de liste des revendications du Cnapest, la gestion des œuvres sociales. Messaoud Boudiba explique en effet que c'est «le dossier de corruption le plus évident», estimant qu'il n'était pas logique de confier la gestion des œuvres sociales à la Centrale syndicale.

Le Cnapest appelle à l'ouverture du dossier de la médecine du travail, du régime indemnitaire et du code du travail.

Il considère que les lois régissant la médecine du travail sont obsolètes de l'aveu même des pouvoirs publics, appelle à l'instauration de primes conséquentes dans le cadre de la révision du régime indemnitaire et estime qu'il ne peut être écarté de l'élaboration du nouveau code du travail qui menace des acquis que le syndicat dit devoir défendre.

N. I.

ALORS QUE LES FORCES DE L'ORDRE DÉLOGENT LES SQUATTEURS DES 500 LOGEMENTS À AKBOU

Les émeutes s'installent dans la ville

Les affrontements entre plusieurs dizaines de manifestants et les forces de l'ordre ont repris hier au milieu de l'après-midi pour la quatrième journée consécutive, selon une source locale.

Une foule nombreuse a assiégé le commissariat de la ville vers 15 h. Aux jets de pierres et autres cocktails Molotov des insurgés, les forces antiémeutes ont riposté par des tirs de gaz lacrymogènes pour disperser la foule. La veille, vers les coups de minuit, des notables de la ville d'Akbou sont intervenus pour réclamer la libération des détenus arrêtés au cours des violences ayant secoué la ville depuis samedi dernier.

Cinq détenus – quatre mineurs et un adulte — ont été relâchés suite à l'intervention des sages de la localité, selon notre source qui précise que cinq autres personnes demeureraient toujours arrêtées par les policiers dans la journée d'hier mardi.

Pour rappel, dans la même journée de lundi, les forces de l'ordre sont intervenus pour déloger les squatteurs de quelques 500 logements nouvellement construits à Akbou. Il ne restait dans la journée d'hier mardi qu'une trentaine de logements indûment occupés, selon notre source. Un délai d'une heure a été signifié vers 17 h aux indus occupants de ces logements situés à proximité du commissariat par les autorités locales et les forces de l'ordre pour leur évacuation, a-t-on appris localement. Dans la matinée de mardi, un appel au calme a été lancé par les habitants du centre-ville d'Akbou au cours d'une réunion tenue par ces derniers au centre culturel d'Akbou. Les initiateurs de cet appel ont exhorté la société civile d'Akbou à s'impliquer pour tenter de ramener le calme dans leur ville. Une autre réunion s'est tenue au siège de la daïra d'Akbou pour arrêter la liste des bénéficiaires de 495 logements. Notre source parle de plus de 8 000 demandes qui ont été formulées par des citoyens de la région pour obtenir enfin un logement décent.

A. K.

UTILISATION DES PRODUITS PYROTECHNIQUES

Des dizaines de blessés à Annaba

Près d'une quarantaine de personnes, en majorité des d'enfants, ont été blessées, pour certaines d'entre elles grièvement, par l'utilisation de produits pyrotechniques durant les dernières quarante-huit heures, coïncidant avec la fête du Mouloud, à Annaba.

Aux urgences de l'hôpital Ibn-Rochd, on a recensé 35 cas lors de cette courte période. Il y avait même des personnes d'un certain âge qui ont été blessées par des pétards très puissants, du genre «Ben Laden», qu'elles avaient acquis «pour s'amuser», disent-elles. Quelques jeunes filles ont été, elles aussi, évacuées aux urgences après avoir été la cible de jeunes inconscients qui, «pour jouer à les effrayer», affirment-ils, leur lance ce genre de produit dangereux. Aux urgences ophtalmologiques, six personnes blessées à l'œil après avoir reçu des pétards en plein visage ont été prises en charge par les médecins de garde. Parmi elles, figure un homme, la trentaine, qui a perdu définitivement l'usage de son œil. C'est un nombre identique de personnes blessées au visage qui sont soignées au service oto-rhino-laryngologie (ORL) et chirurgie de la face et du cou de l'hôpital Dorban.

Alors que l'importation, la vente et l'utilisation de ces produits sont interdites par la loi, comment se fait-il qu'ils sont commercialisés en plein jour et au centre-ville ? s'interroge-t-on à Annaba. Ces produits sont proposés au centre-ville par milliers aux acheteurs, pour la plupart de jeunes enfants. Leurs prix peuvent atteindre des centaines de dinars l'unité. Ni ceux qui sont censés protéger les frontières contre toute forme de trafic, encore moins les services de contrôle et de la répression des fraudes, ni les agents de l'ordre public ne lèvent le petit doigt pour arrêter ce massacre parce que c'est devenu un véritable massacre. A chaque célébration du Mouloud, des gens perdent un doigt ou un œil et garderont pour toute leur vie des séquelles qu'on aurait pu éviter.

La fête de la naissance du prophète Mohamed (QSSL), qui est synonyme de communion, de joie et de retrouvailles entre membres d'une même famille, a beaucoup perdu de son côté spirituel pour laisser place à de puissantes pétarades et autres déflagrations identiques à celles des véritables bombes, causant des blessures à de paisibles citoyens, outre leur bruit incommodant pour les enfants en bas âge et les personnes malades, estiment les gens censés à Annaba.

A. Bouacha

Photo : Djallel B.

TRANSFÉRÉ EN URGENCE LUNDI SOIR À L'HÔPITAL MUSTAPHA

Une «double bombe» arrache la main d'un enfant

Hamid voulait juste s'amuser quand il a ramassé la double bombe. Le «machin» a explosé dans ses frêles mains. Transféré en urgence vers l'hôpital, les médecins n'ont rien pu récupérer. A dix ans, le petit devient handicapé.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Lundi, vers 20h, le petit Hamid atterrit au service des urgences de chirurgie infantile. Agé de dix ans, sa main gauche est déchiquetée. Résidant à Khemis-El-Khechna, ses parents l'ont ramené de l'hôpital de Boumerdès d'où ils ont été orientés vers l'hôpital Mustapha. L'équipe de garde est encore sous le choc. «C'est terrible de voir un enfant avec une partie de la main hachée! Il a perdu l'usage de sa main bêtement !», confie le chirurgien. « C'est fou! C'est insupportable ! Nous ne nous sommes quand même pas en Irak !», s'écrie le surveillant-chef de la clinique de chirurgie infantile. L'incident est classique. C'est la fête du Mouloud. Des jeunes ont jeté une double bombe, dite «chitana» dans le jargon de la rue. Hamid s'en est approché et l'a ramassé. La bombe a explosé dans sa main. C'était le drame. «Trois doigts ont été sectionnés. Hamid ne peut plus se servir de sa main», explique le chirurgien. Mis en observation et sous antibiotiques, les médecins ont tout essayé, mais en vain. Ils ont juste amputé la partie touchée. L'opération durera trois heures (de 3 à 6h du matin). «Le gosse n'a plus que deux doigts.

Ses yeux n'ont pas été blessés. Ses parents sont encore traumatisés. Les pauvres !», confie le jeune chirurgien qui a du mal à contenir sa douleur et sa colère. Un deuxième blessé grave arrivera quelques minutes plus tard. Youcef, âgé de dix ans, a le pouce détaché et pend de sa main. Après avoir été mis en observation toute la soirée, les médecins l'ont opéré hier matin. L'incident s'est produit dans le quartier. Un feu d'artifice qui a explosé dans la main du môme. «Notre service est souvent dépassé pendant la fête du Mouloud», explique Mourad Mouadi, surveillant-chef de la clinique de chirurgie infantile de l'hôpital. Lundi soir, dix cas ont été admis entre 20h et minuit. Tous des fêtards blessés. Deux cas graves, les autres moins, mais leurs blessures sont sérieuses. Des brûlures, des blessures nécessitant souvent des points de sutures. «Nous n'avons pas l'impression que la situation s'améliore. Chaque année, c'est la catastrophe avec ces bombes vendues dans nos rues ! L'année dernière, un pétard a fait exploser le pare-brise d'un voisin ! C'est incroyable», lâche Mourad Mouadi.

Lundi soir, la plupart des services de l'hôpital ont été en alerte. Les blessés du Mouloud ont été répartis sur différents blocs (ophtalmologie, ORL, maxillofacial et pédiatrie). «Un gamin a perdu son œil, car un pétard lui a explosé dans la figure. Même un bébé de deux ans a été blessé ! C'est insoutenable ! Il faut faire quelque chose», déclare une infirmière.

I. B.